

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 06 – du 2 février au 9 février 2023

ZOOM SUR : LES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LE PROCHE-ORIENT

En 2022, les exportations françaises vers le Proche-Orient ont augmenté de 25% par rapport à 2021 pour atteindre un total de 5,8 Md€, soit 2,3% des exportations françaises hors UE. L'Égypte et Israël sont les plus gros importateurs de produits français de la région, avec respectivement 2,2 Md€ (+19% en 2022) et 2,1 Md€ (+24%), soit 75% du total exporté vers la zone. Les exportations françaises ont également enregistré une croissance marquée en Irak (+43%, à 394 M€), en Jordanie (+48%, à 332 M€), en Iran (+40%, à 313 M€) et au Liban (+26%, 399 M€). Les exportations françaises sont relativement diversifiées ; de manière notable, nos exportations agricoles vers l'Égypte ont été multipliées par cinq (à 523 M€), suite à l'invasion russe de l'Ukraine. Sur longue période, les exportations françaises vers la zone sont en progression (5,1 Md€ en 2014), avec certes des baisses marquées vers certains pays (Liban, Iran, Irak, Syrie).

Notre excédent commercial vis-à-vis de la région est toutefois en repli de -67% en 2022, à 487 M€. Les importations françaises ont en effet progressé à 5,4 Md€ en 2022 (+67%), principalement du fait d'une hausse des importations d'hydrocarbures en provenance d'Égypte et d'Irak (seul pays de la région avec lequel la France enregistre un déficit bilatéral, à hauteur d'1,1 Md€).

Si l'Égypte et Israël demeurent les deux principaux marchés porteurs, l'Irak, la Jordanie et le Liban peuvent aussi présenter des opportunités. Les projets d'infrastructures méritent particulièrement d'être suivis : investissements ferroviaires d'Israël, grands projets urbains et énergétiques en Égypte, besoins colossaux de l'Irak en infrastructures, reconstruction du port de Beyrouth. De nombreux autres secteurs sont toutefois porteurs, en particulier en Égypte (sécurité, numérique, aéronautique, agroalimentaire, santé, tourisme). Les entreprises françaises pourraient également bénéficier de la modernisation de la filière de la distribution en Israël. L'Irak recherche en outre des partenaires dans l'agriculture, la santé et les infrastructures. En Jordanie, si le secteur de l'eau devrait demeurer le principal pourvoyeur de prospects, des opportunités pourraient émerger dans d'autres filières (efficacité énergétique, énergies renouvelables, numérisation des services publics).

Il convient de garder à l'esprit que l'accès aux marchés de la région demeure globalement compliqué. Le climat des affaires reste perfectible dans la plupart des pays (bureaucratie, corruption, barrières non-tarifaires, réglementation floue voire instable) et requiert, en particulier en Irak et en Jordanie, de s'appuyer sur un partenaire fiable et bien connecté. Par ailleurs, le cadre macroéconomique reste dégradé en Égypte (tensions sur les liquidités de devises, informalité élevée) et très dégradé au Liban (taux de change multiples, généralisation des paiements en liquide).

LE CHIFFRE À RETENIR

+25 %

PROGRESSION DES EXPORTATIONS
FRANÇAISES AU PROCHE-ORIENT
EN 2022

Pays	Exportations françaises (M€)			Evolution 2022/2021	% total PO	Rang client 2022
	2014	2021	2022			
Égypte	1577	1875	2234	19%	38%	39
Israël	1163	1713	2131	24%	36%	40
Liban	1114	317	399	26%	7%	78
Irak	416	276	394	43%	7%	79
Jordanie	289	224	332	48%	6%	84
Iran	454	224	313	40%	5%	87
Syrie	59	23	24	5%	0,4%	161
Territoires Palestiniens	12	16	14	-9%	0,2%	175
Total	5085	4668	5842	25%		

Sources : Douanes Françaises

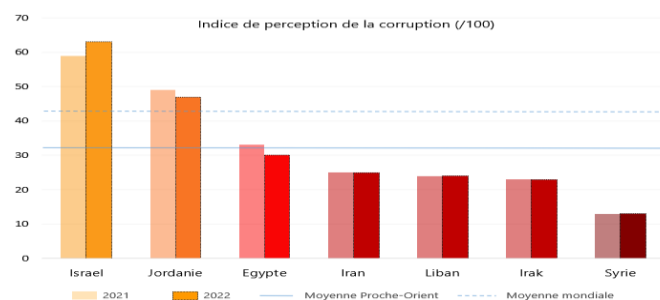
Service Économique Régional de Beyrouth



RÉGION

MISE À JOUR DE L'INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION.

Transparency International a publié le 31 janvier son Indice 2022 de Perception de la Corruption (IPC), qui classe 180 pays en fonction de leur niveau perçu de corruption dans le secteur public, allant de 0 (niveau de corruption le plus élevé) à 100 (pas de corruption). La moyenne du Proche-Orient se maintient à 32 depuis 2020, un score bien inférieur à la moyenne mondiale (43). De manière notable, la Syrie, dévastée par la guerre, obtient le pire résultat avec un score de 13 et l'Égypte atteint son plus bas score (30) depuis 2012. Les scores de la Jordanie (47) et d'Israël (63) dépassent cependant la moyenne mondiale et se rapprochent de la moyenne européenne (66).



Source : Transparency international

ÉGYPTÉ

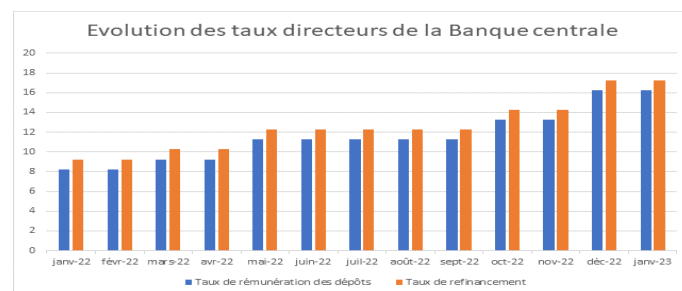
1. L'AGENCE DE NOTATION MOODY'S ABASSE LA NOTE SOUVERAINE DE L'ÉGYPTÉ DE B2 À B3.

Moody's a révisé à la baisse sa notation souveraine de l'Égypte pour la première fois depuis 2013 de B2 à B3. Dans le même temps, la perspective passe de négative à stable. Selon l'agence, les vulnérabilités externes se sont renforcées après la révision de sa perspective de stable à négative intervenue en mai 2022. La réduction des réserves de liquidités en devises dans le système monétaire en réponse à la fuite des flux de capitaux et aux perturbations des marchés extérieurs au cours de l'année écoulée ont réduit la capacité d'absorption des chocs extérieurs du pays. Bien que la situation puisse se stabiliser notamment à travers la stratégie de vente d'actifs publics annoncée par le gouvernement dans le cadre de la nouvelle politique de propriété de l'État, Moody's ne s'attend pas à ce que les tensions sur les

liquidités et la position extérieure se réduisent à court terme.

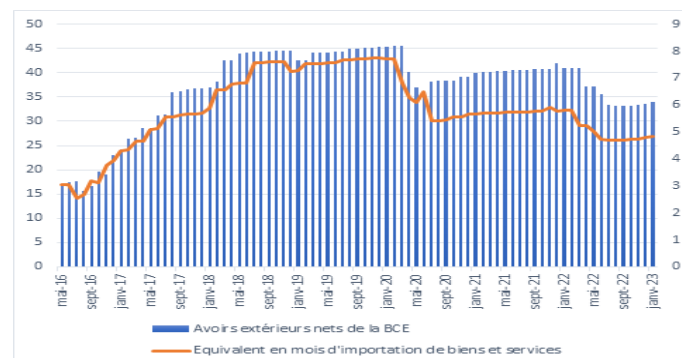
2. MAINTIEN DES TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE.

La Banque Centrale a décidé de maintenir ses taux directeurs lors de la première réunion de l'année du comité de politique monétaire en date du 2 février 2023. Ainsi la Banque Centrale a maintenu le taux de rémunération des dépôts, le taux de refinancement et le taux marginal à respectivement 16,25 %, 17,25 % et 16,75 %. La Banque Centrale a indiqué qu'elle maintenait ses taux inchangés en attendant d'évaluer l'impact des précédentes hausses de 800 points de base au total effectuées en 2022 pour lutter contre les pressions inflationnistes.



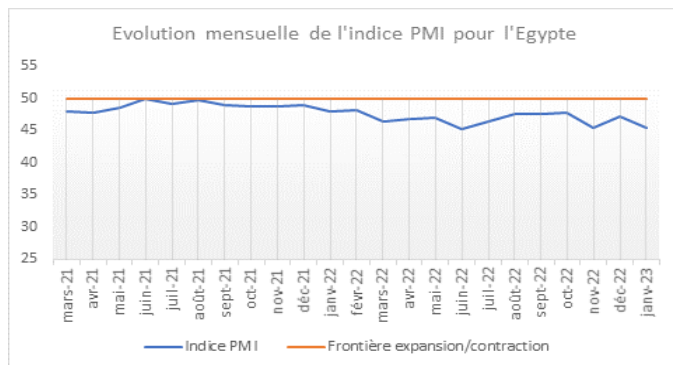
3. HAUSSE DES RÉSERVES DE CHANGE DE LA BANQUE CENTRALE EN JANVIER 2023.

Selon les données publiées par la Banque Centrale d'Égypte, les réserves de change pour le mois de janvier 2023 atteignent 34,2 Mds USD, en hausse de 220 M USD par rapport au mois précédent. Les réserves ont connu une légère hausse au cours des cinq derniers mois, +1 Md USD depuis la fin du mois d'août 2022. Les réserves ont chuté de 20 % au printemps dernier en raison de la guerre en Ukraine et du resserrement des conditions financières au niveau mondial. Les réserves continuent de couvrir 4,8 mois d'importation de biens et de services depuis juin 2022.



4. CONTRACTION DE L'ACTIVITÉ DU SECTEUR MANUFACTURIER « HORS HYDROCARBURES » POUR LE 26^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF.

L'indice Purchasing Managers' Index (PMI), qui mesure les performances du secteur manufacturier (hors-hydrocarbures), s'affiche à 45,5 en janvier contre 47,2 en décembre. La contraction du secteur privé est donc plus soutenue qu'en décembre. Selon [S&P Global](#), la persistance de l'inflation élevée et la faiblesse de la livre égyptienne continuent de nuire à l'activité. L'indice PMI s'inscrit ainsi sous la barre des 50 séparant l'expansion de la contraction pour le 26^{ème} mois consécutif



IRAK

1. EXPORTATIONS DE PÉTROLE.

En janvier 2023, la valeur des exportations de pétrole brut de l'Irak fédéral (hors Kurdistan) a atteint 7,7 Mds USD contre 7,6 Mds USD un mois plus tôt, grâce à un prix moyen du baril exporté de 75,96 USD contre 73,64 USD en décembre 2022. Le volume des exportations a quant à lui enregistré une légère baisse (3,26 Mb/j contre 3,32 Mb/j en décembre). Pour mémoire, en cumulé, sur l'année 2022, la valeur des exportations de pétrole a atteint 115,4 Mds USD contre 75,6 Mds USD sur 2021, soit une augmentation des recettes de 52,6 %.

2. APPRÉCIATION DE PLUS DE 10% DU TAUX DE CHANGE OFFICIEL DU DINAR.

Deux semaines après l'annonce de la démission du Gouverneur de la Banque Centrale (BCi), le cabinet du Premier Ministre a annoncé le 7 février avoir approuvé la décision du nouveau conseil d'administration de la BCi de fixer le taux de change du dinar irakien par rapport au dollar à 1 300 IQD pour 1 USD - renforçant ainsi monnaie irakienne de plus de 10 % par rapport à l'ancrage précédent de

1 450 dinars pour 1 USD. Ce nouveau taux de change est en vigueur depuis le 8 février.

Cette révision de l'ancrage du dinar intervient dans un contexte où la monnaie irakienne s'est dépréciée de près de 10 % par rapport à novembre 2022 sur les marchés parallèles officiels (bureaux de changes officiels), provoquant un fort mécontentement dans l'opinion publique. Pour mémoire, la dépréciation du dinar constatée sur les marchés parallèles officiels est principalement due à un renforcement des mesures de la BCi visant à lutter contre la criminalité financière et contre le contournement des sanctions américaines à l'encontre de l'Iran. Ces renforcements se sont traduits par une baisse de la quantité de dollars fournie par la *Federal Reserve Bank* de New York à la BCi, faisant chuter le cours du dinar face au dollar dans les bureaux de change officiels. Une délégation irakienne, menée par le Ministre des Affaires Étrangères Fouad Hussein, est actuellement à Washington pour évoquer entre autres ce sujet.

3. RELATIONS ÉCONOMIQUES RUSSO-IRAKIENNES.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'est rendu le 5 février à Bagdad accompagné d'une importante délégation comprenant des compagnies pétrolières et gazières. Si la Russie n'est pas un partenaire commercial majeur pour l'Irak, elle est en revanche un investisseur de taille dans le domaine de l'énergie. L'Ambassadeur russe à Bagdad estimait en février 2022 que le montant global des investissements russes en Irak depuis 2003 s'élevait à 14 Mds USD. Parmi les sociétés russes implantées en Irak : Lukoil représente 10 % de la production irakienne de pétrole brut via son champ de West Qurna 2 (opérateur et détenteur de 75 % des parts), le quatrième plus important du pays ; Gazprom Neft est présent sur le champ pétrolier de Badra (75 000 b/j), dans la province de Wassit, qui produit également du gaz pour l'approvisionnement en électricité de la région ; et Rosneft est implanté au Kurdistan irakien au travers sa participation à hauteur de 60 % dans l'oléoduc vers la Turquie (Kirkouk – Ceyhan), opéré par le groupe kurde KAR Group.



IRAN

1. BAISSÉ DU PMI, À SON PLUS BAS NIVEAU DEPUIS 3 ANS.

D'après la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture d'Iran, le *Purchasing Managers' Index* s'est établi à **41,9 points (-7,3 points en g.m., -5,1 points en g.a.)** au mois d'Âzar, son plus bas niveau depuis 2020 (1^{ère} vague de Covid-19). Les coupures de gaz et d'électricité sont venues s'ajouter à la contraction de la demande intérieure, aux mesures de censure numérique et aux coûts croissants causés par la boucle inflation-dépréciation et l'imposition de prix administrés. La hausse des coûts de production s'est répercutée sur le niveau des créations d'emploi, à leur plus bas depuis dix mois. Parmi les difficultés relevées par les directeurs d'achat, on peut noter : **(i)** les fermetures administratives d'usines pour réguler la consommation d'énergie ; **(ii)** le renchérissement des coûts, les producteurs ayant épuisé les stocks achetés à meilleure parité IRR/USD au cours des mois précédents ; **(iii)** les règles de rapatriement des recettes d'exportation, en devises y.c. pour les sociétés réglées en rials par l'Afghanistan et l'Irak (produits raffinés et pétrochimiques) ; **(iv)** la délégation par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Mines de l'achat et de la distribution de poulets à des guildes (*ettehâdieh*), ce qui va générer de nouvelles rentes (agriculture).

2. DÉFICIT COMMERCIAL DE 0,6 MD\$ AVEC LES PAYS DE L'OCS.

D'après l'Administration des douanes, au cours des dix premiers mois de l'exercice 2022/2023, les échanges de biens avec les pays membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) se seraient élevés à 33,8 Mds \$ (16,6 Mds\$ d'exportations et 17,2 Mds\$ d'importations), soit une hausse de 23% en g.a. Durant cette période, les principales destinations des exportations auraient été la Chine (12,6 Mds \$, +10,1% en g.a.), l'Inde (1,6 Mds\$, +8,5%) et le Pakistan (1,1 Md \$, +12,4%), tandis que les principaux pays de provenance des importations auraient été la Chine (12,7 Mds\$, +33,2%), l'Inde (2,4 Mds\$, +104%) et la Russie (1,1 Md\$, -9,8%).

3. HAUSSE DE 40,6% DU PRIX DU M² À TÉHÉRAN.

Selon un récent rapport du Centre national des statistiques, le prix moyen du m² résidentiel à

l'achat, à Téhéran, aurait atteint 550 M IRR (1 300 USD) en janvier, soit une hausse de 40,6% en g.a. Le 1^{er} district demeure, de loin, le plus cher avec 1 119 M IRR / m² (2 640 USD), tandis que dans le 18^{ème} district, le moins cher de la ville, le prix moyen du m² serait de 278 M IRR (environ 650 USD).

4. CAPACITÉ INSTALLÉE DES CENTRALES THERMIQUES.

Le Directeur général de TPPH (Thermal Power Plants Holding Company) a indiqué, le 5 février, que la capacité combinée des centrales électriques thermiques iraniennes – qui représenteraient 81% de la capacité électrique totale du pays – s'élevait désormais à 73,5 GW. Le secteur non-étatique exploiterait aujourd'hui 396 centrales électriques, représentant 68% de l'électricité générée par l'ensemble des centrales thermiques iraniennes.

5. BAISSÉ DE 25% DU BÉNÉFICE NET DES GÉANTS MINIERS.

Selon l'Organisation pour le développement et la rénovation des mines et des industries minières (IMIDRO), au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022/2023, le bénéfice net des géants miniers aurait été ramené à 3 Mds \$ (-25% en g.a.), dont 770 M\$ pour la société Mobarakeh Steel (-33%), 692,3 M\$ pour National Iranian Copper Industries (-18%), 312 M\$ pour Chadormalu Mining (-23%), 241,1 M\$ pour Gohar Zamin Iron Ore (-41%) et 147,4 M\$ pour Golgohar Mining (-58%). Pour mémoire, sur cette période, les importations auraient atteint 3,5 Mds \$ (+32%) dont 1,1 Md \$ de produits sidérurgiques, 0,6 Md \$ de charbon et de coke ainsi que 0,4 Md\$ de ferromanganèse.

ISRAËL

1. RENCONTRE ENTRE LE PREMIER MINISTRE ET DES ENTREPRISES FRANÇAISES.

Lors de son séjour à Paris les 2 et 3 février 2023, le Premier Ministre israélien a rencontré à la demande du MEDEF et avec le soutien de la CCI France Israël les représentants de nombreuses entreprises françaises, notamment des dirigeants d'entreprises du secteur des infrastructures.

2. BAISSÉ DES INVESTISSEMENTS DANS LA HAUTE TECHNOLOGIES.

Selon la presse, les start-ups israéliennes n'ont levé que 340 M USD en janvier 2023. C'est le montant mensuel le plus bas depuis plusieurs années. Les



entreprises israéliennes de haute technologie ont levé pour 15 Mds USD en 2022, selon IVC-Leumi-tech, après avoir levé un record de 25 Mds USD en 2021, en 2020 ce chiffre était de 10 Mds USD.

3. BAISSÉ DES DÉPENSES PUBLIQUES MALGRÉ UN EXCÉDENT BUDGÉTAIRE CONFORTABLE.

Selon le rapport annuel du trésorier général, les dépenses publiques par rapport au PIB continuent leur tendance à la baisse engagée en 2002. Elles ont baissé de 2,6 points sur un an et s'établissent à 37,8% du PIB, bien en deçà de la moyenne de 42,6% des pays de l'OCDE (Israël se situe en deçà depuis 2009). La part de la dépense publique a même plus diminué en Israël que la moyenne mondiale (-1,7 points). C'est un paradoxe pour un pays qui a dégagé un excédent budgétaire confortable l'année passée.

Cette tendance s'explique par une politique presque systématiquement contra cyclique liée à la forte croissance d'Israël (+6,3% en 2022). La fin des subventions pendant la période de la crise sanitaire a pu aussi jouer un rôle. Plus profondément, depuis 2005 c'est la septième fois qu'Israël doit appliquer la procédure de « continuation budgétaire », conséquence de l'instabilité gouvernementale qui oblige le ministère des Finances à reprendre les budgets antérieurement votés. Or, 4 mois de « continuation budgétaire » se traduisent par une réduction de 4% des dépenses publiques puisque les décisions ministérielles sont trois fois moins nombreuses. Le budget d'Israël est actuellement au vote de la nouvelle Knesset et doit intervenir pendant la session d'hiver, sans doute en mars.

JORDANIE

1. GEL DU SALAIRE MINIMUM EN 2023 ET 2024.

Le Comité trilatéral sur le travail, composé de représentants du Ministère du Travail, d'employeurs (chambres de commerce et d'industrie), et d'employés (syndicats), présidé par le Ministre de l'Industrie, du Commerce et du Travail, s'est réuni en fin de semaine dernière. Il a décidé de maintenir le salaire minimum à 260 JOD (367 USD) pour l'année 2023 ainsi que pour l'année 2024. Le gouvernement renonce ainsi à l'indexation du salaire minimum sur l'inflation pour les deux prochaines années. La décision sera réexaminée en 2025.

2. HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊTS DE 0,25%.

La Banque Centrale de Jordanie (CBJ) a relevé de nouveau les taux d'intérêt de 0,25 % sur différents instruments de politique monétaire. Compte-tenu de l'arrimage du dinar jordanien au dollar américain, la CBJ continue de suivre la politique monétaire de la FED. La décision est effective depuis dimanche 05 février et s'inscrit dans le cadre de l'objectif de la CBJ de maintenir la stabilité monétaire et financière en Jordanie, et de contenir les pressions inflationnistes externes. La CBJ a toutefois décidé de maintenir les taux d'intérêt de ses deux programmes de soutien au secteur privé destinés aux secteurs vitaux de l'économie réelle et aux PME.

3. NIVEAU DE REMPLISSAGE DES BARRAGES À 38%.

Les principaux barrages de Jordanie contiennent désormais 38 % de leur capacité de stockage totale de 280,76 M m³, soit 105 M m³. À titre de comparaison, mi-mars 2022, le niveau des barrages était évalué à 30 %.

4. EXÉCUTION BUDGÉTAIRE SUR LES 10 PREMIERS MOIS DE 2022.

Selon le Ministère des Finances, les recettes totales ont atteint un montant de 6,8 Mds JOD (9,6 Mds USD) de janvier à octobre 2022, soit une augmentation de +1,3 % en glissement annuel (g.a.). Les dons étrangers ont diminué de -77,6 % en g.a. et s'établissent à 128,5 M JOD (181,2 M USD). Du côté des dépenses, elles se sont élevées à 8,6 Mds JOD (12,1 Mds USD) lors des dix premiers mois de 2022, soit une augmentation de +7,2 % en g.a. Ainsi, le déficit budgétaire connaît une augmentation de +38,7 % et s'élève à 1,8 Md JOD (2,5 Mds USD) en prenant en compte les dons, soit -6,3 % du PIB contre -4,9 % lors de la même période en 2021. Le montant de la dette, hors dette détenue par le Fonds d'investissement de la sécurité sociale (SSIF) fin octobre 2022, s'élève à 30,1 Mds JOD (42,4 Mds USD) soit 88,1 % du PIB, contre 88,6 % du PIB fin 2021.

LIBAN

1. DIMINUTION CONTINUE DES RÉSERVES DE LA BANQUE CENTRALE.

Les réserves brutes en devises étrangères de la Banque du Liban (BdL), hors *Eurobonds* (obligations sur lesquelles le gouvernement a fait défaut en mars 2020), s'élevaient à 9,95 Mds USD en janvier 2023, soit une contraction de 200 M USD (-2%) par rapport



à décembre 2022. La baisse atteint 19% si comparée à janvier 2022 (12,3 Mds USD). Cette forte contraction sur un an est en partie due au mécanisme de subventionnement des importations (notamment carburant, blé, médicaments). La baisse des flux de capitaux depuis 2019 et l'injection de dollars de la BdL sur sa plateforme de change *Sayrafa* ont également contribué à la réduction des réserves.

2. LANCEMENT DE L'APPEL D'OFFRES POUR LA CONSTRUCTION DE SILOS À GRAINS À TRIPOLI.

L'appel d'offres pour la construction de silos de stockage de grains (120 000 tonnes) à Tripoli a été publié le 6 février. L'ouverture des offres devrait avoir lieu le 2 mars. Le financement, de type « *Build Operate Transfer* » (BOT), devrait être assuré par le futur concessionnaire (25 ans). Les ministres de l'Économie et des Travaux publics ont déclaré que le Liban a besoin au total d'une capacité de stockage de grains de 360 000 tonnes de grains (blé, maïs, tournesol, orge, etc.), qui seront répartis entre Tripoli, Beyrouth et la Bekaa.

PALESTINE

1. HAUSSE CONTINUE DES CLEARANCE REVENUES PRÉLEVÉS PAR ISRAËL SUR LE BUDGET PALESTINIEN EN 2022

D'après les données du budget palestinien publiées par le ministère des Finances, la valeur totale de la collecte israélienne des droits et taxes pour le compte de l'Autorité palestinienne s'élevait en 2022 à 11,5 Md NIS, soit 3 Md€. Le montant total des fonds transférés à l'Autorité palestinienne s'est toutefois élevé à 8,8 Md NIS, soit 2,4 Md€. Les prélèvements sont liés à la fourniture de services par Israël dans les territoires occupés : l'électricité (880 M NIS), l'assainissement, à savoir le transit des eaux usées traitées vers la zone C (114 M NIS), la fourniture d'eau (375 M NIS) ou encore les soins hospitaliers pour des palestiniennes en Israël (189 M NIS). En outre, 346 M NIS (89 M€) sont retenus au titre de « frais de gestion » et 603 M NIS (161 M€) le sont au titre des montants alloués par l'Autorité aux familles des palestiniens emprisonnés en Israël ou décédés lors d'affrontements avec les forces israéliennes.

2. POURSUITE DE LA CRISE DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES.

Le gouvernement palestinien n'a pas été en mesure de payer l'intégralité des salaires de ses employés

depuis novembre 2021 : près de 50 % d'entre eux ne touchent ainsi que 80 % de leur traitement. Le coût de la masse salariale et du fonctionnement des institutions s'élève théoriquement à 1,35 Md NIS par mois. Dans des circonstances normales, ce montant provient à hauteur de 750 à 850 M NIS par mois des *clearance revenues*, ainsi que de 330 à 360 M NIS des recettes fiscales et non fiscales. Le montant restant provenait jusqu'à récemment de dons et d'aides étrangères (150 M NIS) et d'emprunts essentiellement bancaires.

Dans la situation actuelle, les *clearance revenues* ne dépassant pas 750 M NIS par mois en moyenne en 2022, auxquels s'ajoutent 350 M NIS de recettes, l'Autorité palestinienne est confrontée à un déficit mensuel de plus de 300 M NIS (80 M€), sans compter les mensualités de prêt et les intérêts au secteur bancaire et les arriérés de paiement auprès du secteur privé. En outre, les dons et l'aide étrangère ont diminué de plus de 70 % en dix ans, passant de 1,36 Md\$ en 2012 à de 510 M\$ en 2022. La dette palestinienne s'est élevée à 12,5 Md NIS en 2022, dont environ 7,9 Md NIS auprès de banques opérant sur le marché local. Les réformes annoncées par le ministre des finances portent pour l'essentiel sur le poids de la masse salariale.

3. BILAN DU MARCHÉ DES CHÈQUES EN 2022.

Les courtiers du marché palestinien ont soumis des chèques aux banques à des fins d'échange pour un montant de 23,6 Md\$ en 2022, contre 21,4 Md\$ en 2021. Les chèques soumis pour échange représentaient 135 % du PIB et 141 % des dépôts totaux du secteur bancaire. La valeur des chèques sans provision est restée stable en 2022, à 1,5 Md\$, soit 6,4% des chèques. La valeur totale des chèques sans provision pour solde insuffisant s'est élevée à 849 M\$ en 2022, contre 870 M\$ en 2021.

SYRIE

1. CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DU SÉISME.

Alors que la Syrie fait face à de lourdes pertes humaines causées par le séisme du 6 février, les pertes matérielles auront également des conséquences économiques importantes. Des milliers de bâtiments ont été endommagés ou détruits et le réseau énergétique a été affecté. Néanmoins, la plupart des infrastructures critiques (centrales électriques, infrastructures pétro gazières,



mines de phosphate) auraient été préservées car situées dans des régions moins affectées par le séisme. Par ailleurs, la destruction des infrastructures turques proches de la frontière avec la Syrie pourrait avoir un impact négatif (pénuries, inflation), compte-tenu de la dépendance de l'économie syrienne aux importations de Turquie.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH